

Position de Carnot-Cournot Netzwerk

à propos du

CLIMAT

Le climat sur la planète est changeant : des adaptations locales aux conditions environnementales qui en résultent sont indispensables. Alors que l'humanité craignait autrefois les vagues de froid, elle est aujourd'hui préoccupée par le réchauffement climatique.

L'influence des activités humaines sur ce réchauffement fait l'objet d'intenses recherches scientifiques, en particulier celles cherchant à déterminer l'influence des concentrations croissantes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Les estimations du climat futur sont fondées sur des modèles dont les principes et les hypothèses sont peu convaincants. Par rapport aux températures effectivement mesurées, la plupart des modèles existants aboutissent à des estimations de températures bien trop élevées ; ils « surchauffent ».

De meilleures bases sont nécessaires pour élaborer une politique climatique efficace qui aura de lourdes conséquences.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte les impacts de mesures politiques sur le climat lui-même, et de les mettre en balance avec de potentielles conséquences sociales et économiques.

Carnot-Cournot-Netzwerk (CCN) est un Think-Tank dont les membres sont des représentants d'une société libérale et démocratique qui attribue à la personne la plus grande indépendance de choix et de décision. Le CCN est attaché à la liberté individuelle, à une concurrence ouverte et loyale, à des conditions cadres favorables aux diverses activités économiques, ainsi qu'à une intervention étatique minimale. Le CCN s'engage pour que les décisions collectives et les programmes politiques fassent l'objet de sérieuses analyses d'impact.

Les faits

Un réchauffement climatique global est observé depuis le début de l'ère industrielle, qui d'ailleurs coïncide avec la fin du petit âge glaciaire.

Ce réchauffement est de l'ordre de 1 °C, plus intense cependant sous des latitudes élevées.

Il se manifeste aussi par la fonte des glaciers et des calottes glaciaires, un raccourcissement des cycles agricoles et des migrations d'espèces animales et végétales.

Une part importante de la variabilité climatique est d'origine naturelle, non influençable par les activités humaines. Cela relève notamment de l'activité solaire, des cycles océaniques et de la concentration des aérosols naturels.

Les activités humaines (activités anthropiques) entraînent des émissions de gaz à effet de serre - en particulier de CO₂ (dioxyde de carbone) produit de la combustion de carburants fossiles, sous-produit de la production de ciment ou résultant de changements dans l'utilisation des terres.

La concentration de CO₂ dans l'atmosphère a crû au cours des deux derniers siècles de 280 à 410 ppm (parties par million) et augmente encore d'environ 2,5 ppm par an, avec des émissions de 40 milliards de tonnes de CO₂. Seuls 45 % du CO₂ anthropique s'accumulent dans l'atmosphère, 55 % sont absorbés par la biomasse terrestre et les océans.

Les émissions anthropiques de gaz à effet de serre induisent un forçage radiatif additionnel qui est accompagné d'un réchauffement de l'atmosphère (« effet de serre »).

Ces conclusions sont soutenues par la grande majorité des experts scientifiques.

Analyses et projections

Des modèles et des scénarios sont utilisés pour anticiper les possibles changements climatiques à venir.

Les modèles

Des modèles reproduisent les processus physiques, chimiques et biologiques, ainsi que leurs interactions qui, ensemble, déterminent le climat. Leurs résultats devraient coïncider avec les observations effectuées de la réalité climatique, telle qu'elle se déroule.

Pourtant même les modèles les plus complexes sont encore des simplifications grossières de la réalité. Pour autant qu'on puisse le vérifier jusqu'à présent, quasiment tous les modèles retenus surestiment fortement l'augmentation réelle de la température

Néanmoins, et sur la base de ces modèles peu fiables, il est supposé que le climat est très sensible aux émissions de gaz à effet de serre.



Contrairement aux affirmations de scientifiques politiquement engagés, les mécanismes de régulation du climat sont loin d'être compris de manière scientifiquement satisfaisante.

«Climate science is not settled! »

D'une manière tout aussi inadmissible du point de vue scientifique, des événements extraordinaires tels que des incendies de forêt dévastateurs, des ouragans, des pluies continues ou des sécheresses prolongées sont attribués à des causes humaines influençant le changement climatique.

Semblable erreur se retrouve dans la prétendue attribution des migrations humaines en tant que réponse aux menaces de changement climatique.

Les scénarios

Les scénarios décrivent les évolutions attendues (probables et moins probables) de facteurs naturels et anthropiques, supposés pertinents et selon lesquels les modèles climatiques sont calculés (simulations de modèles basées sur ces scénarios).

Cette approche est en principe correcte - ce qui ne l'est cependant pas, est que dans le débat public, c'est le scénario le plus improbable et le plus pessimiste qui est retenu comme celui qui se produira et servira de fondement pour la politique climatique. Par exemple, cela suppose qu'à l'avenir la combustion des carburants fossiles continue de s'accélérer ce qui n'est déjà plus le cas aujourd'hui et doit donc être considéré comme irréaliste.

La politique

La politique climatique réagit à une urgence prétendue mais non factuelle, urgence exacerbée et exprimée par le passage du terme « changement climatique » à ceux de « crise climatique » ou « état d'urgence climatique ».

Ces termes sont scientifiquement inappropriés pour qualifier un processus qui durera des décennies, voire des siècles.

Cela ne saurait être utilisé pour justifier une politique climatique, et ce d'autant plus qu'elle est étayée par des scénarios du pire, scientifiquement discutables, ainsi que par des modèles excessivement sensibles.

La politique climatique se concentre de manière exclusive sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre : un volume maximal ne devrait pas être dépassé d'ici 2050, mais c'est un budget qui est fixé arbitrairement. S'il s'agit bien d'un objectif mesurable, il est d'ordre secondaire car rien ne permet d'affirmer que le climat réagisse de manière tangible dans ce délai à ces mesures de réduction, ni même que ce soit détectable.

Des dommages collatéraux importants seront par ailleurs imposés à l'environnement (consommation excessive de ressources et de terres) ainsi qu'à la société et à l'économie, mais ceux-ci restent occultés

Cette politique est déraisonnable et trompeuse.





Les écueils à la politique climatique

- Il n'existe pas de bouton de contrôle appelé CO₂ avec lequel le climat se laisse contrôler à volonté !
- Les considérations de coûts/bénéfices et les évaluations de risques font défaut.
- Les moyens exorbitants à mettre en œuvre sont disproportionnés par rapport aux dommages à éviter. Si la Suisse ou même l'Europe toute entière devait faire cavalier seul, la mise en œuvre de ces moyens n'aurait aucune efficacité.
- Les fonds utilisés pour réduire les émissions de CO₂ seront retirés de la protection de l'environnement et des indispensables adaptations à un changement climatique qui est d'ores et déjà en cours.
- Les réductions des émissions de CO₂ dans les conditions d'un petit pays riche ne sont pas un modèle pour les gros émetteurs de CO₂.
- Les mesures prises par la Suisse et/ou l'Europe n'auront pas d'effet notable sur le climat mondial et n'auront pas non plus de potentiel de multiplication pertinent (par imitation).
- Ces mesures réduisent par contre la compétitivité des pays concernés et devront être abandonnées tôt ou tard.

Les éléments clés d'une politique climatique sensée

- Puisque le changement climatique n'est pas exclusivement le produit de l'activité humaine, ses causes doivent être étudiées de manière plus impartiale et approfondie.
- Il est inadmissible d'attribuer tous les maux réels et/ou supposés de ce monde aux changements climatiques. Le déclin de la biodiversité, les pollutions de l'environnement, la pauvreté ou l'injustice sociale n'ont pas ou peu de rapport avec le climat.
- Le sevrage de la société de sa dépendance aux combustibles fossiles est nécessaire et judicieux pour diverses raisons – aussi afin d'arrêter l'augmentation anthropique de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.
- Des mesures d'adaptation efficaces ne doivent pas être restreintes ou même empêchées par des mesures de réduction du CO₂ dont les effets sont plus qu'incertains.
- La politique climatique est inextricablement liée à la politique énergétique. Toutes contraintes et promotions par l'État relatives à des préférences technologiques sont inadmissibles.
- Toutes les mesures et options de politique climatique et énergétique doivent être techniquement, économiquement et institutionnellement réalisables et viables à long terme.